

mique du Canada révèlent qu'il nous faut un taux d'expansion qui dépasse quelque peu 9 ou 10 p. 100. On s'est fixé 9 p. 100 comme objectif de croissance pour l'année prochaine, mais on néglige de nous dire que l'on prévoit une augmentation de prix de près de 4½ p. 100, ce qui ramène ce taux d'expansion à environ 5 p. 100, c'est-à-dire à un niveau qui nous permet de nous élever juste un peu plus au-dessus de celui où nous nous maintenons actuellement. Notre population active augmente au rythme le plus rapide au monde, et comme ce taux de 5 p. 100 reste stationnaire, les stimulants ne sont pas suffisants.

Le deuxième problème que nous voyons, c'est que le gouvernement a toujours une peur bleue de perdre la confiance des entreprises. On se demande combien de temps il va lui falloir pour comprendre. Je ne suis pas ici depuis bien longtemps mais depuis mon arrivée, j'ai entendu un ministre des Finances après l'autre se servir de la même expression, qu'il s'agisse de l'inflation ou du chômage, des pensions de sécurité de la vieillesse ou du revenu annuel garanti; elle revient toujours, c'est la confiance des entreprises. Il existe une sorte de mystère qu'on appelle la confiance des entreprises. C'est comme les dieux de l'antiquité qu'il fallait apaiser de peur qu'ils ne détruisent le pays. Lorsque nous avons connu l'inflation et que le gouvernement a introduit des mesures d'austérité pour le commun des mortels, l'ancien ministre des Finances, le député d'Eglinton (M. Sharp) a dit à l'époque qu'il fallait rétablir la confiance auprès des entreprises, pour conjurer les dieux. A présent que nous avons beaucoup de chômage et qu'il s'agit de stimuler l'économie, le gouvernement présente des mesures dont la plupart sont destinées à alléger les charges fiscales des entreprises. On se refuse à leur faire payer une part équitable des impôts.

Pourquoi fait-on cela? Pour rétablir la rentabilité des entreprises commerciales. Donner aux gens de l'argent à dépenser, dit-on, ne ramène pas la confiance des entreprises. Tout ce que j'ai lu—et j'ai essayé d'être aussi impartial que possible pour un homme politique—revient à une contestation de toute l'affaire de la confiance qu'il faut redonner aux entreprises. On invoque l'argument selon lequel l'homme d'affaires place des capitaux en vue d'obtenir des bénéfices; il faut lui donner ce qu'il veut, autrement, il ira placer ses capitaux ailleurs. En se fondant sur ce raisonnement, si un pays comme l'Inde lui offrait des bénéfices de toutes sortes, vous verriez tous les hommes d'affaires investir leurs capitaux en Inde. Ils n'en feront rien pour une bonne raison: il n'y a pas de pouvoir d'achat en Inde. L'homme d'affaires va investir là où il y a des acheteurs et des clients et ce ne sont pas des mesures d'encouragements les plus séduisantes du monde qui le feront investir des capitaux s'il ne voit pas de clients pour ses produits. Donc, la clé de l'investissement réside dans l'évolution économique d'un pays—et je ne suis pas le seul à le dire—c'est-à-dire, qu'il faut stimuler le pouvoir d'achat des consommateurs afin que ces derniers disposent d'argent qui leur permettra de payer les produits qu'ils veulent acheter.

Dans une économie larvaire et primitive, l'épargne est tout, de sorte qu'au nom de l'épargne on peut faire des choses terribles, comme priver le peuple de justice parce qu'il faut constituer des capitaux. Mais cela n'est pas vrai

au Canada. Il y a plus d'argent dans les banques que nous n'en avons jamais eu. Nous avons le niveau d'épargne le plus élevé du monde. Notre problème n'est pas le manque de capitaux, mais bien la nécessité de stimuler les affaires ou de nous incliner devant le Dieu qu'est la confiance des milieux d'affaires. Notre problème consiste à remener la population au travail en fournissant de l'argent à ceux qui achètent marchandises et services, ce qui créerait des emplois pour les chômeurs actuels.

Cela m'a fait grand plaisir de voir soutenir cette thèse par le député de Durvenay (M. Kierans) et j'espère qu'il reviendra à la Chambre et y fera certaines déclarations qu'il formule ailleurs. C'est un grand courageux. Aucun effort d'imagination ne peut en faire socialiste. C'est un libéral au vrai sens du terme. Mais il est intelligent—voilà la différence—et probe. On comprend maintenant pourquoi il a quitté le gouvernement. Il a vu qu'on allait faire fi de l'équité. En réponse à une question qui lui avait été posée à la suite de la démission du député de Duvernay, le premier ministre (M. Trudeau) a répondu que celui-ci aurait dû rester à son poste, ce qui lui aurait peut-être permis d'influer dans une certaine mesure sur les décisions du gouvernement. Comment espérer que quelqu'un puisse influencer les décisions du gouvernement, à l'exception du commis voyageur du parti au pouvoir. C'est lui, ce commis voyageur, qui exerce quelque influence au sein du parti d'en face, et il a décidé qu'il fallait redonner confiance au monde des affaires et restituer au monde des affaires tous ses petits privilèges traditionnels, qu'il importait de fermer les yeux sur la fraude fiscale, qu'il convenait de faire du Canada une terre d'élection pour ceux qui bénéficient d'avantages particuliers et de leur assurer qu'on ne toucherait pas à leurs prérogatives. Après tout, il y a lieu de penser que le monde des affaires n'a plus tout à fait confiance.

Ainsi se répètent en ce moment les échecs notoires tantôt du député d'Eglinton tantôt du ministre des Finances actuel (M. Benson). Mais peut-être que faire valoir actuellement des arguments d'ordre technique serait quelque peu hors de propos, car je crois que ce budget, est mal foutu, compte tenu des répercussions qu'il aura. Il nous faudrait peut-être analyser les incidences politiques de la situation puisque d'une certaine façon ce budget est le pire de tous les budgets à orientation politique. Loin de moi l'idée de prétendre que la politique n'a pas sa place à la Chambre des communes car sans la politique nous n'existerions pas. Je dis seulement que le gouvernement a poussé la politique au-delà du seuil même de la décence. Il est là, sur ses banquettes et me fait penser au chat qui a mangé le serin. On le dirait gonflé d'orgueil tellement il est satisfait de lui-même. Il croit avoir réussi un bon coup et avoir tiré le tapis de sous les pieds de l'opposition qui n'a plus rien à dire. Il nous a coupé la respiration en donnant un petit quelque chose aux vieillards pensionnés et en relevant les exemptions des contribuables. Il est maintenant tellement fier de lui-même. Il croit que nous n'aurons rien à reprocher à son budget.

M. Mahoney: Si vous êtes à court d'inspiration, proposez donc vos amendements immédiatement.

M. Salzman: J'espère ne pas offenser le député mais si nous nous référons au dossier du gouvernement, il faut